



SAMEDI 19 juin.

# Mathieu Laensbergk

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.

## EXTÉRIEUR.

### SUÈDE. — Stockholm, le 4 juin.

Dans le conseil d'état, tenu le 1<sup>er</sup> de ce mois, S. M. a accepté la démission du comte d'Engestrom, et a nommé le comte de Wetterstedt pour le remplacer dans le ministère des affaires étrangères. On assure que ce dernier succédera *ad intérim* au premier secrétaire de cabinet, chambellan de Schultzenheim, en qualité de chancelier de cour. Pendant son absence au camp de Scanie, notre ministre à Berlin, M. Brandel, remplira provisoirement les fonctions de maréchal de la cour. Le conseiller de légation d'Engestrom a obtenu, sur sa demande, sa démission comme premier secrétaire de cabinet; il est remplacé par le second secrétaire, M. Sahlger.

### ITALIE. — Gènes, le 5 juin.

Nous avons des nouvelles du blocus d'Alger jusqu'au 19 mai dernier. Le dey ne veut absolument plus recevoir l'ancien consul anglais Macdonald, et par cette résolution toutes les négociations sont rompues. Nous apprenons que le nombre des vaisseaux de guerre anglais devant ce port s'est accru de manière qu'il y en a maintenant neuf, y compris deux bâtimens à bombes. Deux frégates hollandaises s'étaient approchées du port pour transmettre des dépêches à leur consul, et avaient remis à la voile de suite. L'entrée du port est fermée par une grande chaîne de fer, que la régence a fait venir il y a déjà long-tems de l'Angleterre. Elle a donné l'ordre de faire couler tous ses bâtimens de guerre, afin de les garantir du feu dans le cas d'une attaque. La mesure a été exécutée sur-le-champ. On dispose aussi des hôpitaux pour les blessés.

### ESPAGNE. — Madrid, le 11 juin.

L'attention publique se porte avec plus d'intérêt que jamais sur les possessions espagnoles de l'Amérique méridionale. Notre *Gazette-Officielle* vient de publier, à ce sujet, des détails qui donnent une idée positive de l'état des choses dans ces contrées lointaines.

Les fédéralistes qui exercent le pouvoir au Mexique, n'ont pas pu cacher au peuple les grands évènements de Cadix plus qu'ils n'avaient pu dissimuler la déroute de Bolivar dans le Pérou. Au contraire, on observe qu'ils ont rédigé eux-mêmes une relation de la délivrance du roi et de la chute des cortès, afin d'en rendre l'effet moins funeste pour eux. C'est ce que l'on peut voir dans le n. 256 de l'*Aquila mejicana*.

Voici en quels termes s'exprime cette gazette sur la défaite des rebelles dans le Pérou :

« Nos frères ont essuyé de grands revers devant Lima; l'armée espagnole triomphe sur plusieurs points, et le sang des patriotes coule à grands flots.

« La Sainte-Alliance croit déjà pouvoir disposer de nous; elle a fait ses partages sur la carte; la république de Colombie sera adjugée à la France, le Pérou à l'Angleterre, et le Mexique à l'Espagne.

(Extrait de la gazette de Madrid par l'Étoile.)

— Les lettres de Guyaquil mettent hors de doute la position critique de Bolivar. Ce qui achève de le jeter dans le découragement, après sa défaite, est la conviction qu'il a acquise par ses propres yeux, que l'immense majorité des habitans du Pérou est invinciblement dévoué au roi Ferdinand et à l'auguste dynastie des Bourbons. Le vice-roi La Serna le poursuit sans relâche à la tête de 6000 hommes d'excellentes troupes, presque toutes européennes.

Le corps d'armée du Chili a décidément abandonné Bolivar: il retourne à marches forcées dans ses foyers.

Quant à l'état de Buenos-Ayres, on n'y est plus occupé qu'à se défendre contre les Indiens Pampas, qui sont soutenus par un grand nombre de blancs, victimes de la tyrannie du gouvernement révolutionnaire. Il serait difficile de dire qui a

maintenant l'autorité en main, ni même quel nom porte aujourd'hui la ci-devant république de la Plata ou d'Argentine.

Les lettres de Montevideo, en date du 27 février, confirment non-seulement la déroute de Bolivar, mais elles ajoutent que le découragement et la confusion règnent à un tel point parmi les autorités révolutionnaires, qu'il suffirait de l'apparition de quelques vaisseaux espagnols, pour faire soulever 700 lieues de côte en faveur du roi.

(Étoile.)

(The Courier a annoncé postérieurement, la division des généraux Cantarac et Olanetta, et depuis, la réunion des généraux La Serna et Cantarac à Bolivar.)

— Chaque jour on découvre de nouveaux complices de la conspiration apostolique, qui travaillaient dans les ténèbres pour corrompre l'esprit des simples habitans des provinces. Le fameux Justo Pastor Perez, intendant de Badajoz, très-connu dans toute l'Espagne par quelque chose de plus sérieux que son extrême ignorance, vient d'être déposé de son emploi et arrêté par ordre du roi. Les mêmes ordres ont été exécutés envers les factieux Capapé et le Trápiste. Tous les deux travaillaient, dit-on, le premier dans l'Aragon et le second dans la Catalogne, à faire proclamer roi d'Espagne l'infant don Carlos, pourvu qu'il jurât de rétablir et de protéger l'inquisition.

Nous attendons d'un jour à l'autre qu'on parvienne à s'assurer des principaux moteurs de toutes ces manœuvres, que tout le monde connaît et désigne du doigt, et qui ne doivent leur sûreté qu'à la faiblesse de notre ministère et au peu de soins qu'on a pris de suivre les nobles exemples laissés par le duc d'Angoulême dans l'ordonnance d'Andujar. Qu'on veuille appuyer la modération, et l'Espagne sera tranquille.

— Il va paraître un décret contre les sociétés secrètes, qui portera des peines terribles contre ceux qui en ont fait partie; la plus dangereuse de toutes sera probablement respectée. La procédure contre les anciens maçons et contre les *comuneros* sera la même que celle de l'inquisition; qui a été adoptée dans son intégrité dans tous les procès de purification.

La Corogne, 30 mai. — (Extrait d'une lettre particulière.)

Il serait impossible de concevoir, si nous ne le voyons pas, combien la situation où se trouvent une foule d'honnêtes gens est devenue affreuse, surtout depuis qu'on a publié le décret d'amnistie. Ce décret, quelque sévère qu'il soit, aurait au moins donné une position fixe à ceux qui n'étaient pas compris dans ses catégories; mais, au lieu d'être exécuté, il a donné des prétextes à de nouvelles arrestations. Plus de 150 personnes ont été arrêtées ici dans la dernière semaine, sans autre prétexte que le langage vague de quelques articles du décret, concernant ceux qui provoquent le serment à faire à la constitution avant que l'ordre fût arrivé de la cour. La conduite arbitraire de ces miliciens qui se disent exclusivement royalistes, est arrivée à tel point qu'ils menacent tous les jours les autorités elles-mêmes, si elles ne se pressent pas de faire le procès à ceux qu'ils conduisent en prison. Les commissaires de la junte apostolique ont été vivement irrités de l'issue de l'affaire de Portugal. Ils comptaient, d'après les premières nouvelles, qu'ils pourraient à leur gré se débarrasser, à leur manière, des francs-maçons, mais le dévouement, qui ne tarda pas à arriver, les déconcerta complètement.

Notre capitaine-général, don Senen de Contrecoas, vient de faire une proclamation dans laquelle on entrevoit quels sont les ordres qu'il a reçus de la cour, depuis qu'elle s'est convaincue du rapport qu'il y avait entre la junte de Portugal et celle de l'Espagne. Il dit entr'autres choses qu'il ne permettra pas que l'on continue à abuser d'épithètes injurieuses pour persécuter ceux qui n'ont fait qu'obéir au système constitutionnel; qu'il regardera dorénavant comme un crime plus grand que la rébellion même, celui de vouloir punir, sans l'intervention des autorités, les pré-

tendus excès des constitutionnels. Il a créé une commission militaire chargée de connaître et de juger expéditivement tous ceux qui se permettraient des propos tendans à soulever le peuple contre ceux qu'on nomme *negros*. C'est le premier document qui ait paru en faveur de la modération depuis la restauration. (Const.)

ALLEMAGNE. — Augsbourg, le 12 juin.

Voici comment se termine la note remise par lord Strangfort au divan. (Voyez notre num. 65.)

« Le soussigné (lord Strangfort) après s'être ainsi acquitté de l'ordre du roi son maître, a l'honneur d'informer la Sublime Porte qu'il est autorisé par l'empereur de toutes les Russies à lui déclarer, que l'évacuation complète et sans délai des principautés (Moldavie et Valachie) est la condition unique dont S. M. I. fasse dépendre le rétablissement de ses relations diplomatiques avec le gouvernement ottoman; que cette condition, qui, dans tous les tems, a été la première, est aussi la dernière, et que dès le moment où la Sublime-Porte remplira sur ce point important les stipulations des traités, le ministre de S. M. I. quittera Pétersbourg pour se rendre à Constantinople, afin de renouer les rapports d'amitié interrompus depuis si longtemps, et il prouvera au Divan, par une conduite toujours franche et loyale, le désir qu'a le cabinet russe d'ensevelir, dans un profond oubli, tous les différends antérieurs. »

ANGLETERRE. — Londres, le 12 juin.

Les fonds étrangers sont presque sans variations. L'emprunt mexicain est à 2 pour cent de prime et le colombien à 1 1/2.

— Ce n'est qu'avec la plus grande peine qu'on est parvenu à arrêter les progrès de l'incendie au palais de Carlton; et sans les efforts multipliés qu'on a faits, les flammes se seraient étendues sur le reste du bâtiment. Le roi a été un des plus pressés et a lui-même mis la main à l'ouvrage pour diriger les pompes à feu. Dans ce travail S. M. fut assez rudement poussée de côté par un des pompiers, qui, ignorant le rang de son assistant, voulut changer de place sans perdre du tems en paroles. Informé qu'elle était la personne envers laquelle il s'était permis une pareille liberté, il se confondit en excuses, mais le roi, avec sa bonte humeur ordinaire, lui répondit : *Le moyen le plus prompt était le meilleur.*

— On assure qu'il sera présenté ce soir au parlement une pétition signée des principaux négocians de Londres, en faveur de la reconnaissance des états de l'Amérique du Sud. Il n'est pas improbable, qu'à cette occasion il ne transpire quelque chose des vues de notre gouvernement au sujet de cette question importante.

— La chambre des communes sera, dit-on, ajournée au commencement de la semaine, et le parlement prorogé la semaine suivante.

— Une explosion terrible a eu lieu, le 10, dans la fabrique de fusées incendiaires de sir William Congreve, à West-Ham, dans le comté d'Essex. Deux artificiers ont péri. On doit encore se féliciter de ce que le grand magasin à poudre n'a point sauté.

— Le bruit a couru ce matin dans la cité que lord Cochrane avait fait voile de Rio-Janeiro pour aller au secours des Chiliens; mais il est probable qu'il s'est mis à la poursuite de l'Asia, vaisseau espagnol de 64 canons, récemment arrivé dans ces parages.

— Trois semaines avant le départ d'Angleterre de l'empereur Iturbide, il était arrivé du Mexique une députation de trois ecclésiastiques, qui étaient porteurs de dépêches des principaux membres du clergé mexicain. On suppose que cette circonstance a hâté l'exécution des projets d'Iturbide.

— Une lettre particulière de Dublin peint, sous les couleurs les plus sombres, la situation de l'Irlande. Jamais, y lit-on, l'animosité politique n'a été poussée plus loin que dans ce moment. L'association catholique se propage de plus en plus; on ne parle de rien autre même dans les cercles les plus distingués. Quelle en sera la fin? Il est hors de doute que si nous étions en guerre, et que 5000 ennemis étrangers débarquassent, tout le pays serait inondé de sang.

CHAMBRE DES COMMUNES.

La séance était commencée, lorsque l'on s'aperçut qu'il régnait une vive agitation parmi les membres les plus proches de l'orateur. La curiosité des galeries fut bientôt satisfaite par l'orateur lui-même, qui prit la parole en ces termes :

« Je vais donner connaissance à la chambre d'un fait qui compromet gravement ses privilèges. Je viens d'apprendre qu'un honorable membre a été violemment attaqué dans un des corridors qui conduit à cette salle. J'ai ordonné sur-le-champ au sergent d'arrêter l'individu coupable de cet attentat; ce qui a été fait. Le nom de cet homme est Gourlay, et le membre insulté est M. Brougham. Je dois maintenant consulter la chambre sur le parti qu'elle jugera convenable de prendre.

M. Brougham : Vous avez été bien informé. Comme je passais par le corridor, j'y trouvai un rassemblement considérable. Une voix s'éleva pour demander si ce n'était pas moi qui passais. On répondit : oui, et aussitôt je me vis toucher deux fois par quelque chose qui avait l'air d'une baguette; ces coups furent accompagnés d'observations. Je me retournai, et j'aperçus un homme dont la figure avait une expression farouche; ses voisins cherchaient à le contenir. Il me dit, à ce que je crois, qu'il se nommait Gourlay. Je lui demandais ce qu'il me voulait; il me répondit : « Vous m'avez trahi. » Je me souvins avoir vu cet homme, il y a trois ans, au sujet d'une pétition que je présentai au parlement, et voilà tout ce que je puis me rappeler à son égard, si ce n'est qu'il me semble avoir ouï dire que sa raison n'était pas bien saine. Un de mes amis m'a dit que le dérangement total de ses affaires avait contribué à celui de son esprit.

M. Hume rapporte que cet individu a joui d'une certaine fortune au Canada; qu'il y a ensuite été mis en prison, et renvoyé en Angleterre. Après avoir été fermier d'une terre du duc de Sommerset, il fut réduit à casser les cailloux sur les grands chemins. M. Hume et d'autres lui fournirent les moyens de retourner en Amérique, d'où il est revenu inopinément. Avant d'éprouver des accès de démence, M. Gourlay avait donné des preuves de bon sens et d'instruction dans un ouvrage estimé sur le Canada.

M. Canning : d'après les usages de la chambre, l'accusé doit être traduit à sa barre; mais vu son état d'aliénation mentale, il paraît convenable d'apporter quelque délai à son interrogatoire.

L'orateur déclare que la volonté de la chambre est que Gourlay demeure en prison, jusqu'à ce qu'il lui plaise de le faire paraître devant elle.

Le docteur Lushington prononça, un discours de trois heures pour dénoncer la cour martiale de Dénérary, qui a fait pendre le missionnaire protestant Smith, comme provocateur de la révolte des nègres.

M. Tindal lui répond par un discours d'égale longueur. M. Canning exprime la peine et le dégoût que lui cause cette discussion, qui a déjà occupé plusieurs séances. Il déclare, pour conclure, que tout en déplorant la fin tragique du prédicateur Smith, il ne peut le regarder comme entièrement innocent, et encore moins comme un martyr.

L'orateur met aux voix la motion du docteur Lushington tendante à supplier le roi d'ordonner la révision du procès de Smith.

Cette motion est rejetée par 193 voix contre 146.

La séance n'a été levée qu'à trois heures et demie du matin.

FRANCE. — Paris, le 14 juin.

M. de la Bourdonnaye a développé aujourd'hui, à la chambre des députés, la proposition qu'il avait déposée sur le bureau, tendant à indemniser intégralement les émigrés dont les biens ont été vendus.

On dit que cette proposition a été soutenue par M. Clauzel de Coussergues, qu'elle a été combattue par MM. Syriès de Mayrinbac, de Blangy, Dubotderu et de Castelbajac; on ajoute que M. de la Bourdonnaye est remonté deux fois à la tribune pour répliquer aux adversaires de son projet, et qu'il a, à plusieurs reprises, interpellé vivement M. le président du conseil, qui n'a point pris part à la discussion, non plus qu'aucun autre ministre.

On est allé aux voix sur la prise en considération, et la proposition a été rejetée à une grande majorité. Douze ou quinze membres seulement, dit-on, se sont levés en sa faveur.

Nous croyons savoir que l'opposition de gauche n'a ni parlé ni voté sur la question.

— La voiture de l'infant don Miguel s'étant cassée près d'Angerville (Seine-et-Oise), S. A. R. a été forcée de s'y arrêter plusieurs heures.

S. A. R. est arrivée hier soir à Paris, elle est descendue à l'hôtel Maurice.

— On mande de Lisbonne, 27 mai.

Hier, à 7 heures du soir, le roi s'est rendu à bord du *Santi-Pétri*. Le dessus de la dunette était transformé en salon; le gaillard d'arrière en salle de bal, le gaillard d'avant en jardin et la grande chaloupe était remplacée par une table somptueuse.

Tous les vaisseaux de la rade avaient annoncé l'arrivée du roi et des princesses Isabelle-Marie et Marie de l'Assomption.

— On a fait courir le bruit que des troubles avaient eu lieu en Espagne. Rien n'est plus dénué de fondement. La plus parfaite tranquillité règne sur tous les points de la péninsule. L'amnistie y est exécutée sans opposition. La levée de boucliers faite par le général Capapé n'a pas eu de suite. Il n'avait pu parvenir à réunir qu'une quarantaine d'hommes; il a été pris et on le conduit actuellement à Madrid pour y être jugé. (Étoile).

— On remarque que les journaux espagnols n'ont pas encore fait mention du traité en vertu duquel le séjour de l'armée française en Espagne doit se prolonger jusqu'au 1er. janv. 1825.



sera pas déçu, et que les Américains savent à la fois conquérir, défendre et maintenir leurs droits.

**MEXIQUE.** — Ce pays a été le dernier à secouer le joug de l'Espagne : le vice-roi Apodaca y avait maintenu avec art et succès l'empire de la métropole. Telle était l'inégalité des forces du Mexique avec celles de l'Espagne, que la guerre, a été terminée presque aussitôt que commencée : mais le Mexique n'est arrivé à l'ordre républicain que par une double épreuve monarchique. Iturbide s'était distingué dans la cause de l'indépendance ; il s'est servi de ses soldats pour s'élever au rang suprême refusé par le roi d'Espagne. La violence avait créé le pouvoir d'Iturbide ; la violence l'a détruit. Après avoir erré quelque tems en Europe, le voilà qui reporte le fléau de la guerre civile dans un pays qui n'avait puni que de l'exil son crime de lèse-nation. Heureux, si les illusions de son ambition, n'entraînent pas l'ex-empereur, vers quelque catastrophe pareille à celle qui, en 1815, ensanglanta les rivages de Naples...

Le Mexique était la plus riche possession de l'Espagne en Amérique ; seul il excédait de beaucoup la valeur de tous les autres ensemble. Le château d'Ulloa est le seul point du Mexique qui reste encore aux Espagnols.

**GUATEMALA.** — Il s'est formé du démembrement du Mexique un état indépendant sous le nom de république des provinces du centre. Elles sont au nombre de sept ; Guatemala est la principale. Elles sont situées entre le Mexique et Colombie : elles comptent plusieurs villes populeuses : c'est parmi elles que se trouvent Chiappa, illustrée par l'épiscopat de Las Casas. On trouve dans l'enceinte de ces provinces le grand lac de Nicaragua, dans lequel il semble que se trouve le point le plus convenable pour effectuer le passage direct si long-tems recherché, de la mer du sud à l'Atlantique : avantage immense pour le commerce, et qui fera éviter de coûteux transports par terre, ou la longue et périlleuse navigation par le détroit de Magellan.

Guatemala a son congrès ; il travaille à une constitution, et ce travail qui, en Europe épuise plusieurs années en préparatifs, de l'autre côté de l'Océan est l'affaire de quelques jours.

**LA HAVANE.** — Par son étendue et l'excellence de son sol, la Havane équivaut à un royaume. Les Français s'enorgueillissaient de leur St. Domingue, qu'était-il auprès de la Havane ? mais l'un avait été confié à l'activité française, et l'autre à l'indolence espagnole. La Havane est le port, le chantier et l'arsenal de l'Espagne dans le Nouveau-Monde ; c'est de là qu'elle pourra encore menacer Colombie et le Mexique. Du reste, la Havane qui n'a aucun intérêt personnel à maintenir les liens de l'Espagne avec elle, est fortement poussée vers l'indépendance ; elle s'en est déjà assurée la meilleure partie en abolissant l'exclusif du commerce.

Cuba ne sera ni cédé à l'Angleterre ou à la France, ni conquis par elles : il sera indépendant, et tombera dans le mouvement général de l'Amérique : quelques jours de plus ou de moins ne feront rien au fond des choses.

**COLOMBIE.** — Le fardeau de la guerre a presque entièrement porté sur cet état. Commencée en 1810, reprise avec fureur en 1815 par Morillo, cette guerre s'est terminée par la prise de Porto-Cabello : Désormais l'Espagne ne possède plus un pouce de terre sur cette vaste région : Mais quels sacrifices la nouvelle république n'a-t-elle pas eus à faire ? Quels maux n'a-t-elle pas eus à supporter dans une guerre conduite avec tant d'animosité ? Enfin elle peut respirer : son territoire s'étend, du Nord au Midi, depuis le Darien jusqu'au delà de l'Orénoque, et de l'E. à l'O. depuis l'Atlantique jusqu'à la mer Pacifique : ainsi l'une de ses faces regarde l'Europe et l'autre l'Asie ! Quelle admirable position ! Tout abonde sur son sol : Il est vierge, arrosé par mille cours d'eau, et vivifié par les feux de l'équateur. Des fleuves immenses parcourent ce territoire ; les ports abondent sur ses côtes, et tous les moyens matériels d'une grande marine se trouvent dans son intérieur. Colombie jouit d'une constitution régulière, son organisation intérieure a été complétée ; son crédit s'affermi au dehors. Désormais à l'abri de toute guerre, cette grande république ne peut manquer d'acquiescer une prospérité aussi rapide qu'étendue.

**PÉROU.** — La guerre a été faite avec quelque activité dans ce pays pendant les deux dernières années. Mais l'arrivée des forces du Chili et de Colombie a donné aux Péruviens une supériorité qui les mettra à même de finir avec leurs adversaires. En effet, que peuvent quelques milliers d'hommes perdus sur la surface d'une aussi vaste contrée ? Le Pérou aura fort peu souffert de la guerre, sa position l'éloigne de l'Espagne et de l'Europe, de manière à n'avoir rien à craindre ni de l'une ni de l'autre : Il pourra donc se livrer sans interruption aux soins de son administration intérieure, et travailler à réaliser les idées de richesses qui s'attachent à son nom.

Ce pays a éprouvé quelques agitations : Là comme dans les autres parties de l'Amérique, des ambitions particulières ont éclaté ; il s'en est suivi un partage dans l'autorité. C'est pour mettre fin à cette division que le congrès a revêtu le général Bolivar des pouvoirs les plus étendus : Le général Saint-Martin, actuellement en Angleterre, qui, à la tête des troupes du Chili, avait fait la révolution du Pérou, avait été aussi investi d'un pouvoir dictatorial.

**LE CHILI.** — Dans le cours de la révolution le Chili a eu le bonheur de n'avoir qu'une apparence de guerre, et de ne compter qu'une seule action militaire. Le vice-roi du Pérou accourut à son secours, quelques jours après il fut défait à Mai-Po, et laissa toute son armée au pouvoir du vainqueur : dès lors l'indépendance du Chili fut assurée. Le Chili est la plus saine et la plus agréable contrée de l'Amérique : elle prospérera avec l'indépendance ; elle s'était bien trouvée du directeur suprême O'Higgins. Dans les derniers tems, il a été déplacé par des voies violentes ; il a eu la destinée de presque tous ceux, qui, dans le principe de l'établissement des républiques américaines, ont eu l'ambition ou le zèle de se charger de leur direction.

**BUÉNOs-AYRES ou PLATA.** — Depuis long-tems Buéno-Ayres est affranchi de toute mesure hostile de la part de l'Espagne ; mais elle a souffert par des dissensions civiles, qui ont fait plusieurs fois changer le gouvernement jusqu'à sa remise dans les mains de M. Riva Dario, qu'une longue habitation en Europe, un esprit étendu et un caractère ferme rendent très-propre à servir le gouvernement de son pays, et à lui épargner de nouveaux troubles. A la suite d'une convention conciliatrice signée entre Buéno-Ayres et les commissaires pacificateurs envoyés par les cortès, le congrès avait voté une somme de 100 millions pour aider les cortès à soutenir la guerre contre la France.

L'Espagne rendue à la légitimité regardera-t-elle comme nulle cette convention ? Les États-Unis se trouvent dans la même position pour la cession des Florides.

**BRÉSIL.** — Le passage du roi de Portugal au Brésil, qui eut lieu en 1807, porta la révolution dans ce pays ; son retour en Portugal l'a complétée. De plus, l'indépendance du Brésil était un résultat nécessaire du mouvement imprimé à l'Amérique. Le Brésil est enclavé entre Colombie et Buéno-Ayres ; il ne pouvait se soustraire aux influences d'un pareil voisinage. Le fils du roi a tourné à son profit les pouvoirs étendus que lui avait laissés son père. Des deux fils du roi de Portugal, l'un lui ravit la plus belle moitié de ses domaines ; et l'autre de concert avec une mère ambitieuse veut lui arracher le reste. La scission est complète entre le Brésil et le Portugal. Le prince-empereur a fait son 18 fructidor, son 18 brumaire, son 7 juillet, sa contre-révolution à la façon de Portugal. Avec des soldats gagnés et des chefs ambitieux et intéressés, on vient à bout de cela en Amérique comme en Europe. L'empereur du Brésil avait une assemblée constituante, il l'a chassée avec des soldats ; il s'est fait constituant lui-même : il allait recevoir la constitution ; c'est lui qui la donne. Il n'a pas manqué de dire que sans ce glorieux événement, la religion était détruite : certes voilà une belle manière de soutenir une religion ! Des soldats gagnés et des sermens violés ! Il sera curieux de savoir quel droit il fera valoir pour établir son pouvoir à sa guise. Pour celui-là il n'est ni de droit divin, ni de droit paternel, ni de droit local, car il n'est encore pour le Brésil, que ce que le Brésil a pu vouloir qu'il fût, comme cela a lieu pour toute principauté commençante et résultante d'acceptation volontaire.

*Ch. Rogier*

#### ÉTAT CIVIL DE LIÈGE. — Du 16 juin.

Naissances : 4 garçons,

Décès : 3 garçons 1 fille.

#### ANNONCES ET AVIS DIVERS.

\* \* Dimanche et lundi prochain, 20 et 21 courant, à l'occasion de la fête de St-Nicolas, Outre-Meuse, il y aura BAL au Waux-Hall champêtre, chez MARÉCHAL, à la Boverie.

Les personnes qui auraient besoin d'une bonne garde-maison, pouvant fournir de bons renseignements, peuvent s'adresser au bureau de cette feuille.

Les bureaux du journal sont rue Souverain-Pont, n. 320, et chez les dames Mahoux et De Sartorius, maison joignant. Le prix de l'abonnement est de 10 francs par trimestre pour Liège, et de 11-50 francs, pour les autres villes du Royaume. Le prix des annonces est de deux sous par ligne.

On s'abonne à Bruxelles chez Berthot, libraire Marché au Bois ; à Maëstricht chez Mde. veuve Lefebvre-Renard, libraire ; et chez les directeurs de postes.